

“Les idées du PTB sont absolument imbuivables”

■ La perspective de voir le PTB rentrer dans une majorité effraie les patrons wallons.

Entretien Frédéric Chardon

Un spectre hante la Wallonie : celui du PTB. Que les marxistes montent dans les sondages, passe encore. Mais qu'ils se disent désormais prêts à prendre le pouvoir dans le cadre d'une grande coalition rouge-verte avec le PS et Ecolo, voilà qui fait frémir le patronat. Alors que le président du PTB, Peter Mertens, affirmait la semaine dernière dans “Le Soir” que sa formation accepterait des compromis pour monter dans un gouvernement en 2019, l'Union wallonne des entreprises (UWE) sonne l'alerte. Olivier de Wasseige, l'administrateur-délégué de l'UWE, affirme que ce n'est vraiment pas le moment d'appliquer les recettes de l'extrême gauche à l'économie wallonne.

Vous avez été étonné par la récente sortie médiatique de Peter Mertens ?

C'est vrai que ça nous a surpris. Mais chaque parti a le programme qu'il a envie d'avoir et peut se prononcer pour les coalitions qui lui semblent idéales. L'Union wallonne des Entreprises comme le patronat en général ne fait pas de politique, contrairement à certains partenaires sociaux sur le banc syndical qui se donnent des airs de formateurs de temps en temps...

Vous parlez de la FGTB ?

Oui, Thierry Bodson (secrétaire général de la FGTB wallonne) a clairement annoncé qu'il voulait aussi une coalition PTB-PS-Ecolo. Moi, je ne me donne pas un rôle de formateur gouvernemental. Mon rôle, c'est d'attirer l'attention des différents partis sur ce nous estimons être bon pour nos entreprises, les en-

trepreneurs et ceux qui créent de l'emploi. A part dans certains régimes politiques, l'emploi ne se décrète pas. Nous, on vit avec les coalitions quelles qu'elles soient, mais on veut les influencer pour le bien des entreprises. Ces propos sur un gouvernement avec le PTB m'amènent à formuler le message suivant : aujourd'hui, on a besoin de stimuler l'économie. On a besoin de grandes entreprises, de réindustrialiser la Wallonie, on a besoin de PME en croissance. Il faut un climat social apaisé pour donner l'envie aux entrepreneurs d'investir.

Donc, vous dites que le PTB au pouvoir serait un danger pour la Wallonie ?

Nous alertons l'opinion publique sur le fait que, dans le programme du PTB, il y a un ensemble d'éléments qui va à l'encontre de l'entreprise. J'irai d'ailleurs en parler au PTB lorsque je rencontrerai ses dirigeants lors de la présentation du cahier de revendications de l'UWE en vue des élections.

Le PTB vous inquiète, mais vous irez quand même à sa rencontre ?

Démocratiquement, nous, on est dans le dialogue. Mais, dans son programme, le PTB affiche la volonté de créer beaucoup plus d'emplois publics que d'emplois privés. Il y a un refus de la logique de compétitivité. Le PTB veut créer de nombreuses entreprises publiques. Un peu dans tous les secteurs. Ce parti propose de créer des sociétés publiques qui s'occuperont de construction, par exemple... Le PTB s'attaque ici au

tissu de PME et d'indépendants qui sont aujourd'hui dans ce secteur-là. Cela nous interpelle. Il dit qu'il veut s'attaquer au grand capital, aux grandes banques. Je constate qu'il s'attaque aussi aux petits indépendants et entreprises qui se battent pour se développer.

Si le PTB était au pouvoir, il devrait diluer son programme pour avoir des alliés de gouvernement. Le péril est-il si grand ?

Bien sûr, leur programme ne pourra de toute façon pas être appliqué intégralement. Mais nous, on veut influencer les choses en amont. Leurs idées sont absolument imbuvables pour les 74000 entrepreneurs wallons. Je pense par exemple à la réduction du temps de travail. C'est une illusion de croire qu'on va tous travailler à 4/5^e temps avec le même salaire sans qu'il faille aller chercher cet argent ailleurs. On ne peut partager que les richesses que l'on crée.

L'évasion fiscale massive de certaines multinationales, révélée notamment par les "Paradise Papers", ne nourrit-elle pas le PTB ? Ne faut-il pas agir à ce sujet ?

Il faut trouver un équilibre, oui. Personne ne pourra vous dire le contraire. Il faut faire en sorte d'être dans un environnement où il n'y a pas d'excès dans un sens ou dans l'autre. Ce qu'il faut, c'est créer plus de richesse à parta-

ger entre tous. Avec quoi allons-nous payer les pensions, sinon ?

On parle de la montée du PTB. Mais au fédéral, la coalition est de centre droit. Et en Wallonie, il y a eu un retournement spectaculaire avec l'exclusion du PS. Ces majorités sont idéales pour les patrons ?

On est dans une bonne configuration, c'est évident. Les mesures du fédéral font du bien aux entreprises, je serais fou de le nier. Et le gouvernement wallon a des intentions qui vont dans le bon sens, en effet. Je pense entre autres à la mise en place des zones franches et au travail crucial sur le prix de l'énergie qui pénalise les entreprises. Encore faut-il réaliser ces mesures. On veut aussi une vraie stratégie 2020-2030 de la part du gouvernement wallon.

Peter Mertens justifie son choix d'une coalition rouge-verte car la FGFB y est favorable. La FGFB domine-t-elle la Wallonie ?

Un patron de PME m'a dit récemment qu'il arrêterait les investissements pour ne pas dépasser 49 travailleurs et ainsi ne pas atteindre le seuil de création de délégations syndicales. Là, je dis "attention". La FGFB ne stimule pas la croissance en donnant une image négative qui génère une stagnation. Quand un investisseur étranger voit des images d'une entreprise où il y a des piquets de grève, il ne l'oublie plus jamais. La Wallonie a une image de gréviculture, des études le montrent.